

Semaine du 18 octobre 2021

Dans le cadre de la commission d'enquête sur l'industrie, nous avons auditionné hier après-midi François Bayrou, Haut-commissaire au plan qui préconisait en février dernier une relance massive de l'économie avec un plan "Marshall" national de 200 à 250 milliards d'euros.

Or, il y a quelques jours, le Président Macron a annoncé un plan de 30 milliards d'euros reposant surtout sur l'industrie d'aujourd'hui, qui ne définit pas clairement les priorités de demain, et qui est déjà en partie dépassé par des annonces nouvelles.... Pour atteindre les objectifs globaux, le chef de l'Etat ouvre un peu plus le chéquier. Voici 1 milliard par ci, 2 milliards par là pour « sécuriser l'accès aux matières premières stratégiques », pour réduire notre dépendance en composants électroniques, pour former aux métiers dans ces filières, pour financer la croissance des start-up industrielles.

J'ai voulu interroger le haut-commissaire sur sa vision à travers deux exemples concrets :

❖ **La pénurie des semi-conducteurs.** Ils sont largement utilisés en électronique pour réaliser des composants tels que des diodes, des transistors, des thyristors, des circuits intégrés ainsi que des lasers à semi-conducteur. Les sites de Cléon (particulièrement en août/septembre) et Sandouville ont été impactés par le problème d'approvisionnement en semi-conducteurs.

A Sandouville en temps normal 2000 salariés travaillent sur le site. La production est à l'arrêt pour au moins deux semaines et demie. 33 jours de repos forcés depuis le 1er juillet dernier. Du salaire en moins également. Avec des conséquences désastreuses pour les sous-traitants également : pour une personne à l'arrêt c'est six ou sept personnes qui sont touchées dans la sous-traitance.

❖ **Chapelle Darblay.** Un rapport d'information sur la filière du recyclage du papier réalisé par Isabelle Valentin (Présidente LR) et Camille Galliard-Minier (rapporteuse LREM) a d'ailleurs parfaitement démontré la situation ubuesque dans laquelle un site exemplaire sur le plan environnemental. Sommes-nous prêts à enfouir de nouveaux les déchets que nous mettons dans la poubelle jaune alors que l'objectif du pays est de limiter notre impact environnemental et de faire baisser nos émissions de gaz à effet de serre ? Pour l'heure le propriétaire finlandais UPM s'oriente vers un choix délaissant l'outil de recyclage initial du site. Pourtant il y a des repreneurs industriels crédibles. Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, et la ministre déléguée chargée de l'industrie, Agnès Pannier-Runacher, ont eux aussi estimé que l'offre concurrente « méritait d'être examinée dans le détail ». Je salue à cet égard la décision de la Métropole de Rouen emmenée par son président Nicolas Mayer Rossignol qui projette de préempter le site industriel pour continuer à faire vivre cet outil industriel de recyclage.

Dans les deux cas nous avons reçu des réponses assez vagues mais l'une d'entre elles a particulièrement retenu mon attention lorsqu'il a été évoqué que l'administration aurait de plus en plus de place dans la prise de décision, au détriment du politique...

C'est pourtant exactement le sentiment que donne l'exposé du plan de relance par Emmanuel Macron. Centralisé à Paris et jupitérien dans la présentation. Technocratique dans la méthode et je regrette qu'aucune Région n'ait par exemple été associée à ce plan ...

Le travail continue.